

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2006

CROISSANCE ET EMPLOI À L'UNISSON

Au 2^{ème} trimestre de 2006, le PIB accélère nettement: +1,2 %, après +0,4 % au 1^{er} trimestre. Les créations d'emplois salariés prennent de l'ampleur et s'élèvent à +54 000 dans le secteur marchand non-agricole, après +28 000 au trimestre précédent. Cette progression provient d'abord de celle de l'emploi du tertiaire marchand, qui bénéficie d'un rebond marqué de l'intérim. Les destructions d'emplois industriels se poursuivent à un rythme proche des trimestres précédents (-19 000), tandis que le rythme de créations d'emploi dans la construction reste soutenu (+11 000). Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non-marchand reste stable, après le redressement enregistré au cours des deux trimestres précédents. L'emploi total accélère ainsi: +70 000 créations nettes d'emploi estimées, après +58 000 au trimestre précédent. Dans ce contexte, le chômage accentue son recul: -118 000 demandeurs d'emploi au sens du BIT, après -39 000 au trimestre précédent. Le taux de chômage en France recule ainsi à 9,0 % à la fin du 2^{ème} trimestre de 2006, après 9,5 % à la fin du 1^{er} trimestre. Dans la zone euro, le taux de chômage continue de se replier à un rythme régulier: il s'établit à 7,8 % fin juin 2006, après 8,1 % fin mars.

La croissance au plus haut

Le PIB a enregistré sa plus forte progression trimestrielle depuis plus de cinq ans: +1,2 % au 2^{ème} trimestre de 2006, après +0,4 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le PIB augmente de +2,6 %, après +1,4 % au 1^{er} trimestre. Cette amélioration tient d'abord à une contribution renforcée de la demande intérieure hors stocks: +1,0 point de croissance, après +0,7 point au trimestre précédent. Celle-ci est portée par une consommation des ménages toujours dynamique: +0,8 %, après +0,9 % au 1^{er} trimestre. Après un ralentissement au 1^{er} trimestre, l'investissement en

logement des ménages a accéléré. En outre, l'investissement des entreprises a fortement rebondi à +2,3 %, après le recul de -0,4 % du trimestre précédent.

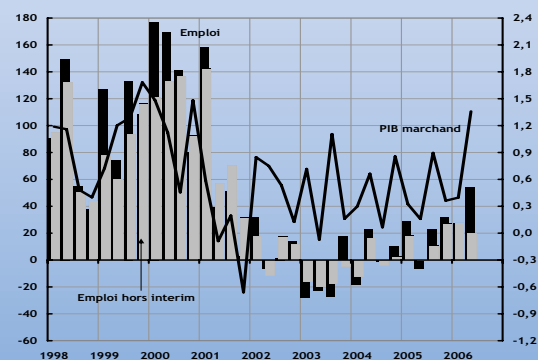
La croissance a également profité d'une forte reconstitution des stocks, qui pourrait être pour partie une compensation de l'important mouvement de déstockage observé au 1^{er} trimestre. Les variations de stocks ont ainsi augmenté la croissance de +0,8 point au 2^{ème} trimestre de 2006, après l'avoir réduite de -0,7 point au 1^{er} trimestre.

Les échanges extérieurs ont cependant pesé sur la croissance, avec une contribution de -0,5 point, après +0,5 point au trimestre précédent. Après le vif

Graphique 1
Emploi et PIB marchand non-agricole

Variation trimestrielle en milliers

T / (T-1) en pourcentage

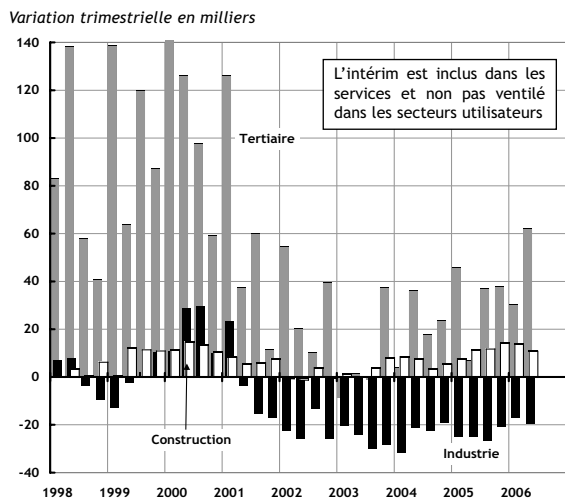


Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares,
Insee (base 2000),
Unédic.



Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles



rebond du début d'année, les exportations ont nettement ralenti tout en se maintenant sur un rythme supérieur à la moyenne des dix dernières années: +1,6 %, après +3,2 % au trimestre précédent. Dans le même temps, en lien avec une demande interne dynamique, les importations ont nettement accéléré pour enregistrer leur plus forte hausse depuis plus de cinq ans: +3,2 % sur le 2^{ème} trimestre 2006, après +1,4 % au trimestre précédent.

En ligne avec l'amélioration continue du climat des affaires, l'activité a également accéléré dans la zone euro: le PIB progresse de +0,9 % au 2^{ème} trimestre de 2006, après +0,8 % au trimestre précédent. En glissement annuel, il progresse ainsi de +2,6 %, après +2,1 % au 1^{er} trimestre.

L'emploi salarié marchand accélère

La forte croissance au 2^{ème} trimestre de 2006 profite à l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles (SMNA): il augmente en effet de +54 000, après +28 000 au 1^{er} trimestre, soit une hausse au 1^{er} semestre équivalente à celle enregistrée sur l'ensemble de l'année 2005 (+77 000). Cette accélération de l'emploi s'explique cependant essentiellement par un fort rebond de l'emploi intérimaire: hors intérim, les créations de postes décélèrent légèrement:

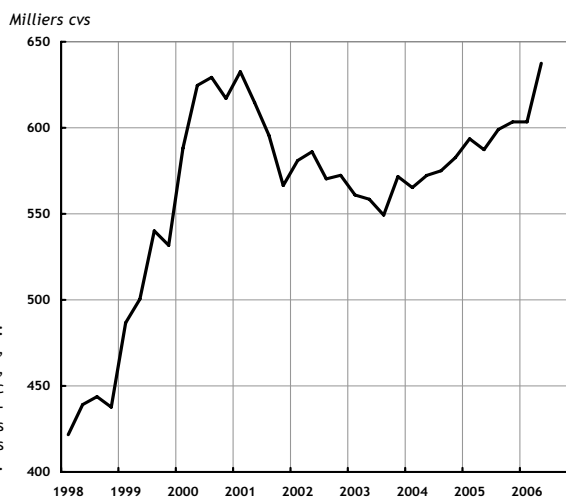
+20 000 ce trimestre, après +28 000 les deux trimestres précédents (graphique 1).

Le recul de l'emploi industriel se poursuit: -19 000 postes au 1^{er} trimestre de 2006, après -17 000 et -21 000 aux trimestres précédents (graphique 2). Il s'accompagne cependant d'un fort rebond de l'intérim industriel ce trimestre: +5,6 % par rapport au trimestre précédent, soit +15 000 postes.

Les créations d'emplois dans la construction, particulièrement dynamiques depuis plusieurs trimestres, restent sur un rythme soutenu: +11 000 au 2^{ème} trimestre de 2006, après +14 000 les deux trimestres précédents. Dans ce secteur également, le recours à l'intérim s'intensifie (+ 7 000 postes).

Dans le tertiaire marchand, les créations d'emplois atteignent un niveau très élevé au 2^{ème} trimestre: +62 000, renouant ainsi avec le rythme de création d'emplois observé avant la dégradation du marché du travail entamée en 2001. Ce mouvement repose sur un rebond très prononcé de l'intérim (+34 000), après la stagnation du 1^{er} trimestre; l'emploi dans l'intérim retrouve ainsi son niveau de début 2001 (graphique 3). Hors intérim, les créations d'emplois dans le tertiaire se tassent légèrement: +28 000 au 2^{ème} trimestre de 2006, après +30 000 au

Graphique 3
Emploi intérimaire



trimestre précédent. En dépit du dynamisme persistant de la consommation des ménages, les créations d'emplois restent modérées dans les secteurs du commerce et des services aux particuliers.

Un nouveau type de contrat de travail, le Contrat Nouvelles Embauches (CNE), a été introduit en août 2005: il concerne les entreprises d'au plus vingt salariés des secteurs marchands. Au cours du 2^{ème} trimestre de 2006, 115 000 intentions d'embauches sous CNE ont été déclarées par les entreprises, d'après les estimations de l'Acos, après un peu moins de 170 000 les deux trimestres précédents. Ce repli pourrait refléter des effets saisonniers, dans une proportion cependant difficile à établir moins d'un an après la mise en place de ce nouveau contrat.

L'emploi total aurait ainsi continué d'accélérer ce trimestre: +70 000 postes estimés, après +58 000 au 1^{er} trimestre de 2006 et +48 000 au dernier trimestre de 2005. Dans un contexte de stabilisation des emplois aidés dans le secteur non-marchand (-3 000 au 2^{ème} trimestre de 2006, après +11 000 au trimestre précédent), cette accélération de l'emploi total est portée par la forte progression de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non-agricole et une augmentation toujours soute-

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs Fin de trimestre	2006		2005				2006			2005	2006		
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	Croissance T/(T-4)		
	Niveau		Variation trimestrielle									En %	
Secteurs marchands (1)	15 592	29	-6	23	32	28	54				0,2	0,9	
Dont :													
Industrie	3 737	-25	-25	-27	-21	-17	-19				-2,3	-2,2	
Construction	1 375	8	12	12	14	14	11				2,2	3,9	
Tertiaire	10 480	46	7	37	38	30	62				0,9	1,6	
<i>dont : intérim</i>	638	11	-6	12	4	0	34				2,6	8,6	
Autres (2)	9 454	20	18	17	17	30	17				0,9	0,9	
Dont :													
<i>Non-marchand aidé (3)</i>	280	-9	-16	-14	21	11	-3				-17,2	5,7	
<i>Non-marchand privé (4)</i>	2 005 (5)	6	8	9	6	4	7				1,7	1,3	
Emploi total	25 046	49	12	40	48	58	70				0,5	0,9	

Sources :
Dares, Insee,
Unédic.

(1) Secteurs principalement marchands non-agricoles (EB-EP).

(2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs, emplois aidés des secteurs principalement non-marchands.

(3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emploi jeunes, revenu minimum d'activité (RMA).

(4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

(5) Ce niveau d'emploi n'est cumulable ni avec le niveau d'emploi des secteurs principalement marchands ni avec celui des effectifs en emploi non-marchand aidé car de nombreux salariés travaillent dans plusieurs secteurs à la fois (multi-activité) et une partie d'entre eux bénéficient en outre d'un contrat aidé.

nue de +7 000 de l'emploi salarié privé du secteur principalement non-marchand. Sur un an, l'emploi total progresse de +216 000 postes, soit +0,9 % (tableau 1).

Forte hausse des gains de productivité et dynamisme salarial

Au 2^{ème} trimestre de 2006, la productivité par tête bondit, alimentée par la très forte progression du PIB ce trimestre: elle augmente de +2,4 % en glissement annuel alors que sa progression tournait autour de +1,5 % depuis plusieurs trimestres (graphique 4). Il s'agit d'un mouvement d'ensemble, commun à l'industrie, à la construction et aux services marchands.

Au 2^{ème} trimestre de 2006, le salaire mensuel de base (SMB)

progresse de +0,6 % et son glissement annuel se maintient à +2,9 %, contre +2,6 % un an plus tôt (tableau 2). Le salaire de base continue de progresser plus rapidement dans le secteur de la construction (+3,3 % en glissement annuel), où l'activité et l'emploi demeurent très dynamiques, que dans ceux de l'industrie et des services marchands (respectivement +2,8 % et +2,9 %).

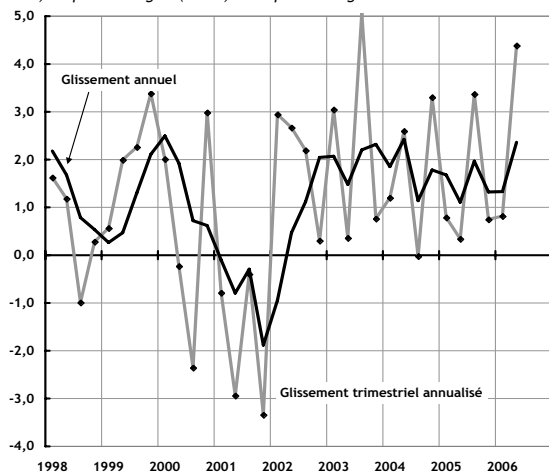
Le glissement annuel des salaires de base ouvriers reste plus soutenu que celui du SMB ce trimestre: +3,1 % au 2^{ème} trimestre de 2006 comme au trimestre précédent (graphique 5). Dans le cadre de la convergence vers le haut des différents minima salariaux (à la suite de la réduction du temps de travail), les

rémunérations minimales ont été fortement revalorisées à trois reprises en juillet 2003, juillet 2004 et juillet 2005, dernière étape du processus prévu par la loi Fillon. Ces revalorisations se sont ensuite diffusées dans l'échelle des salaires (voir [10]). Elles expliquent en partie le plus grand dynamisme des salaires de base ouvriers sur la période récente.

Sous l'effet d'une nouvelle flambée des prix du pétrole, l'inflation se redresse au 2^{ème} trimestre à +2,0 % en glissement annuel, après +1,8 % au trimestre précédent. En raison de cette hausse de l'inflation, les gains de pouvoir d'achat des salaires de base s'érodent à +0,9 % en glissement annuel pour le SMB, après +1,1 % au trimestre précédent.

Graphique 4
Productivité par tête

(T/T-4) en pourcentage - (T/T-1)x4 en pourcentage

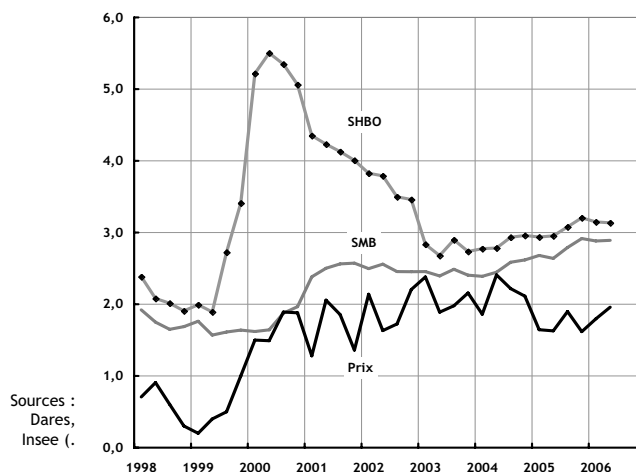


Sources :
Dares,
Insee
(base
2000),
Unédic.

Champ : Secteurs marchands non-agricoles.

Graphique 5
Salaires et prix

(T/T4) en pourcentage



Sources :
Dares,
Insee (.

Les indicateurs de tensions sur le recrutement repartent à la hausse pour les familles professionnelles de l'industrie et du tertiaire après le repli observé au 1^{er} trimestre (graphique 6). En lien avec une progression un peu ralentie de l'emploi dans la construction ce trimestre, les tensions baissent, comme au 1^{er} trimestre, pour les professions du bâtiment; elles restent cependant à un niveau élevé.

Stabilisation du nombre de bénéficiaires des politiques de l'emploi

Quinze mois après le lancement du Plan de Cohésion Sociale (PCS), la montée en charge des nouveaux contrats est bien avancée. Après deux trimestres de forte croissance, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés ou stages de formation s'est stabilisé au 2^{ème} trimestre de 2006: +7 000 bénéficiaires, après +31 000 bénéficiaires au 1^{er} trimestre de 2006 et +32 000 au dernier trimestre de 2005, hors dispositif d'abattement en faveur du temps partiel (tableau 3).

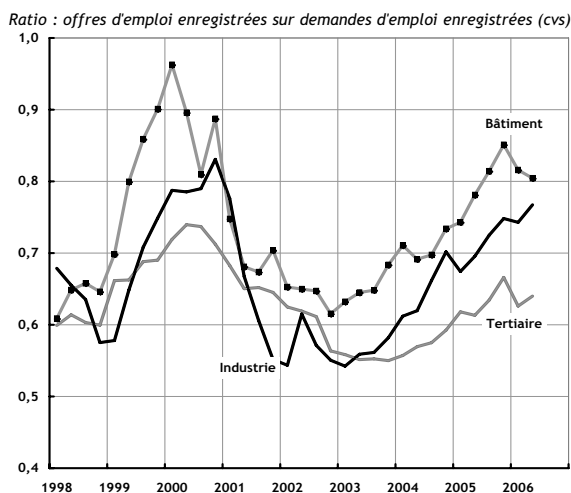
Dans le secteur non-marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés se replie légèrement: -3 000, après +11 000 au 1^{er} trimestre. Les sorties des anciens contrats, Contrats Emplois Consolidés et Emplois Jeunes (-16 000 bénéficiaires) ne sont pas totalement compensées par la montée en charge des nouveaux dispositifs. En effet, les entrées en Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi ralentissent légèrement (19 000 entrées par mois en moyenne, contre 22 000 par mois au trimestre précédent) tandis que les sorties progressent avec l'arrivée à terme des premiers contrats. Pour leur part, les entrées en Contrat d'Avenir restent encore modestes, de l'ordre de 4 000 par mois.

Dans les secteurs marchands, le nombre de bénéficiaires ralentit: +10 000 au 2^{ème} trimestre de 2006 après +35 000 au trimestre précédent, hors abattement en faveur du temps partiel (1). Avec la volonté, inscrite dans la Loi de Finances de 2006, de réduire le recours au

Contrat Initiative Emploi (CIE), les entrées au 2^{ème} trimestre de 2006 ont diminué: 17 000, après 36 000 entrées au 1^{er} trimestre. Comme 40 % des CIE signés en 2005 durent moins d'un an, les flux de sorties des premiers entrants avoisinent les 15 000 pour le deuxième trimestre consécutif. Au total, le nombre de bénéficiaires d'un CIE n'augmente plus que de +2 000 au 2^{ème} trimestre de 2006, après +21 000 au 1^{er} trimestre. Le déploiement des contrats de formation en alternance se poursuit. La progression des effectifs en Contrat de Professionnalisation (+18 000) compense désormais largement les sorties des anciens dispositifs en alternance (-10 000). Le nombre d'apprentis continue de s'accroître, avec 384 000 jeunes en contrats à la mi-2006.

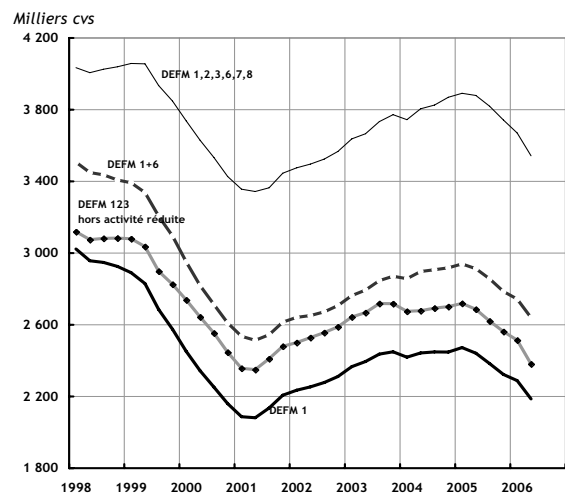
(1) - L'extinction totale du dispositif d'abattement en faveur du temps partiel, dont le nombre de bénéficiaires a été ramené à zéro en début d'année 2006, s'était traduit par un recul ponctuel des effectifs en emploi aidé marchand au 1^{er} trimestre de 2006 (-35 000).

Graphique 6
Difficultés de recrutement



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories



Sources :
Dares, ANPE.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

		2005				2006				2005 Croissance T/(T-4)	2006 Croissance T/(T-4)
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Variation trimestrielle en %											
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO)		0,9	0,6	1,2	0,5	0,8	0,6			3,0	3,1
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)		0,9	0,6	1,2	0,5	0,8	0,6			2,9	3,1
Salaire Mensuel de Base (SMB)		0,9	0,6	1,0	0,5	0,9	0,6			2,6	2,9
Prix (1)		0,1	0,9	0,4	0,3	0,3	1,1			1,6	2,0

Sources :
Dares, Insee.

(1) - Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation d'ensemble.

Tableau 3
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2005				2006				2005	2006
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Données brutes - Milliers et %										
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	149	111	153	278	181	109			-1,4	-2,2
<i>Dont :</i> Abaissement de coûts salariaux	47	51	60	72	65	41			7,8	-19,3
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0				
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	24	15	1	0	0	0				
Contrat initiative emploi (PCS)	0	14	31	43	36	17				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	14	12	20	17	15	9				
Formations en alternance	79	35	71	184	92	41			-15,7	18,8
Contrat d'apprentissage	50	18	52	135	57	19				
Contrats de qualification et assimilés (2)	18	3	0	0	0	0				
Contrat de professionnalisation	10	14	19	49	35	22				
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	78	65	63	104	89	78			-23,8	19,2
<i>Dont :</i> CES et CEC (3)	74	53	12	9	7	5				
Contrats Emploi Jeunes	3	2	1	2	1	1				
Contrats d'Avenir	0	1	4	12	16	16				
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	0	9	46	82	65	56				
Formation des demandeurs d'emplois	144	139	139	140	136	133			-13,0	-3,7
<i>Dont :</i> Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	3	1	0	0	0	0				
Retraits d'activité	32	27	27	25	29	26			-3,5	-4,8
<i>Dont :</i> Dispenses de recherche d'emploi	26	24	25	23	27	24				
Ensemble (4)	403	342	382	546	436	346			-11,3	1,1
Ensemble hors abattement temps partiel	403	342	382	546	436	346				

Stocks de bénéficiaires	2006 T2				2006 T1				Stock T/(T-4) en %
	Stock	T2	T1	T2	T1	T2	T1		
Données cvs - Milliers et %	Variations trimestrielles des stocks								
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 118	2	1	-69	6	-35	10	-0,2	-7,3
<i>Dont :</i> Abaissement de coûts salariaux	404	1	0	-45	9	-60	-7	0,7	-20,2
Abattement temps partiel	0	-5	-9	-59	-7	-66	0		
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	92	4	-5	-14	-16	-17	-17		
Contrat initiative emploi (PCS)	97	0	13	26	35	21	2		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	117	4	-1	-3	0	-1	2		
Formations en alternance	550	-4	1	-17	9	10	17	-2,5	3,7
Contrat d'apprentissage	384	5	10	-2	8	7	8		
Contrats de qualification et assimilés (2)	37	-19	-23	-33	-43	-20	-10		
Contrat de professionnalisation	129	10	14	18	45	23	18		
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	280	-9	-16	-14	21	11	-3	-17,2	5,7
<i>Dont :</i> CES et CEC (3)	36	-1	-18	-53	-51	-31	-10		
Contrats Emploi Jeunes	44	-8	-8	-8	-7	-7	-6		
Contrats d'Avenir	38	0	1	4	11	14	9		
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	161	0	9	44	68	34	5		
Formation des demandeurs d'emplois	238	-10	-4	1	-2	-4	1	-5,4	2,0
<i>Dont :</i> Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	0	-9	-4	-1	-1	0	0		
Retraits d'activité	465	-2	-3	-3	0	-6	0	0,9	-1,8
<i>Dont :</i> Dispenses de recherche d'emploi	410	-1	-1	0	2	-1	4		
Ensemble (4)	2 101	-19	-22	-84	25	-35	7	-3,0	-3,9
Ensemble hors abattement temps partiel	2 105	-15	-14	-26	32	31	7		

Sources :
Dares, CNASEA,
ANPE, Unédic,
Ministère de
l'Education
Nationale,
Ministère de
l'Intérieur
(emplois jeunes).

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation. Aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres de 2005, des délais d'enregistrement expliquent que des entrées sont encore observées en contrat de qualification et d'adaptation.

(3) Contrat emploi solidarité et contrat emploi consolidé. Source CNASEA pour les CEC.

(4) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un dispositif de formation reste quasiment stable. Il en est de même pour le nombre de bénéficiaires de dispositifs publics de retraits d'activité (hors départs anticipés en retraite pour carrière longue institués par la réforme des retraites de 2003), en baisse depuis deux ans (-8 000 en 2005 après -1 000 en 2004). Les conditions d'accès à ces dispositifs, en particulier pour les préretraites, ont été durcies en 2003 avec la réforme des retraites, en cohérence avec

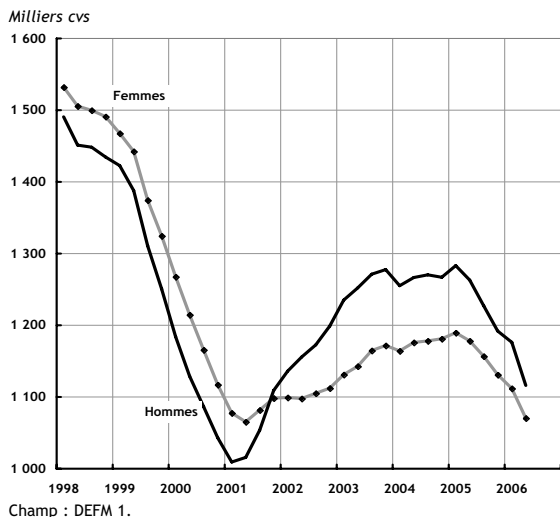
la volonté de favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail. Le nombre de bénéficiaires de dispenses de recherche d'emploi (DRE) augmente légèrement ce trimestre après huit années de hausse ininterrompue puis une phase de stabilisation amorcée en 2005: +4 000, après -1 000 au 1^{er} trimestre de 2006.

La baisse du chômage se poursuit

Le nombre de chômeurs au sens du BIT baisse de -118 000 ce trimestre, après -39 000 au

1^{er} trimestre. Fin juin 2006, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 9,0 % de la population active, contre 9,5 % fin mars. Le chômage décroît dans les mêmes proportions quel que soit le concept utilisé (graphique 7). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) se replie notamment de -102 000 au 2^{ème} trimestre de 2006 après -35 000 au trimestre précédent. Cette baisse du chômage profite ce trimestre un peu plus aux hommes qu'aux femmes: respectivement -60 000 et

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.

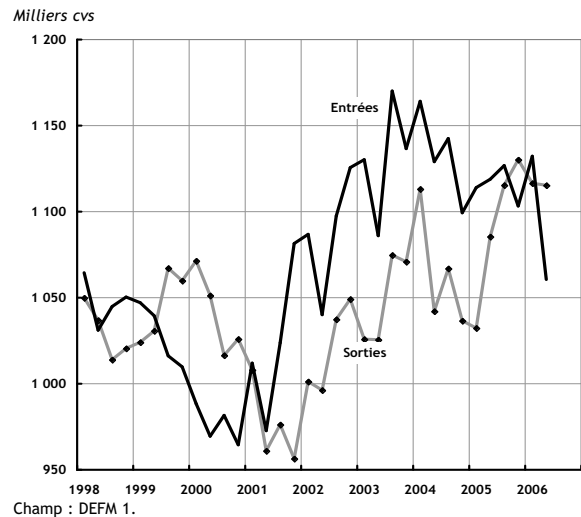
-41 000 DEFM₁ (graphique 8). Au sens du concept le plus large du chômage (DEFM₁₂₃₆₇₈), le nombre de demandeurs d'emploi recule de -127 000 au 1^{er} trimestre de 2006, après -72 000 au trimestre précédent. La baisse du chômage de longue durée, entamée au 2^{ème} trimestre de 2005, se poursuit: -17 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE au 2^{ème} trimestre de 2006.

Dans le prolongement des deux dernières années, la progression des ressources tendancielle en mains-d'œuvre se serait encore affaiblie en ce début d'année 2006 avec les départs en retraite des premières générations du

baby-boom, tandis que les départs anticipés en retraite pour carrière longue, prévus dans le cadre de la réforme des retraites de 2003, se poursuivent. Dans ce contexte de population active très ralentie, le dynamisme estimé de l'emploi (+70 000) ne suffit pas à expliquer l'ampleur de la baisse du chômage (-118 000).

Après trois années de hausse, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite poursuit la baisse amorcée fin 2005, mais dans des proportions bien moins fortes que le chômage hors activité réduite (graphique 11). Il y aurait donc eu une augmentation du passage des

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



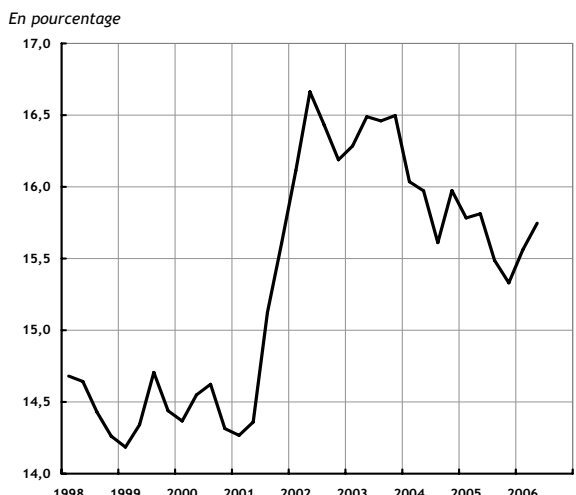
Sources : Dares, ANPE.

Champ : DEFM 1.

inscrits à l'ANPE en catégorie 1,2 ou 3 sans activité réduite vers les catégories de demandeurs d'emploi avec activité réduite, en lien avec la forte croissance et le net rebond de l'intérim de ce trimestre.

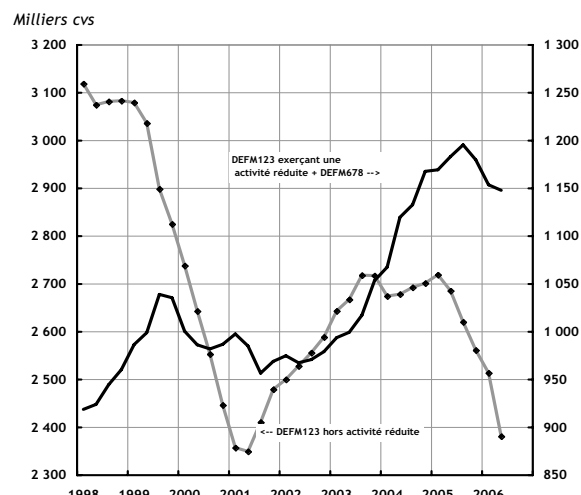
Les entrées sur les listes des DEFM₁ à l'ANPE baissent fortement au 2^{ème} trimestre de 2006: -72 000, après une hausse inattendue de +29 000 au trimestre précédent, liée en partie à un retour sur les listes de demandeurs d'emploi enregistrés comme absents au contrôle lors des trimestres précédents (graphique 9). Le rebond de l'intérim au 2^{ème} trimestre de 2006 pourrait aussi avoir eu un effet à

Graphique 10
Licenciement ou entrée en PAP anticipé ou en CRP



Entrées en DEFM
- en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou autre licenciement ou une convention de conversion ;
- en catégorie 4 et 5 en raison de l'entrée en PAP anticipé ou en CRP,
en pourcentage de l'ensemble des entrées au chômage en catégories 1, 4 et 5.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, ANPE.

Tableau 4

Demands d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2006		2005				2006			2005	2006	
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%	
Catégorie	Niveau		Variation trimestrielle									
DEFM 1	2 187	25	-32	-58	-61	-35	-102			-0,1	-10,4	
DEFM 1+6	2 640	22	-27	-56	-71	-42	-104			0,5	-9,4	
DEFM 1+2+3 hors AR	2 381	18	-33	-65	-59	-48	-133			0,3	-11,3	
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 543	22	-12	-60	-77	-72	-127			1,9	-8,7	
Taux de chômage BIT (pt)		10,1	10,0	9,8	9,6	9,5	9,0			0,0	-1,0	
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	412	7	-5	-16	-15	-7	-14			3,4	-11,2	
2 à 3 ans d'ancienneté	156	5	-5	-7	-9	1	-1			9,9	-9,4	
Plus de 3 ans d'ancienneté	131	5	3	3	0	1	-1			8,0	2,8	
Ensemble des CLD	698	16	-7	-20	-23	-5	-17			5,5	-8,5	

Sources : Dares, ANPE.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

la baisse sur les entrées en DEFM₁ pour motif de fin de mission d'intérim. Les sorties des listes de l'ANPE se stabilisent, à un niveau élevé: les sorties du chômage de catégorie 1 sont toutefois freinées par le recul des entrées en stage et la stabilisation du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés du secteur non-marchand.

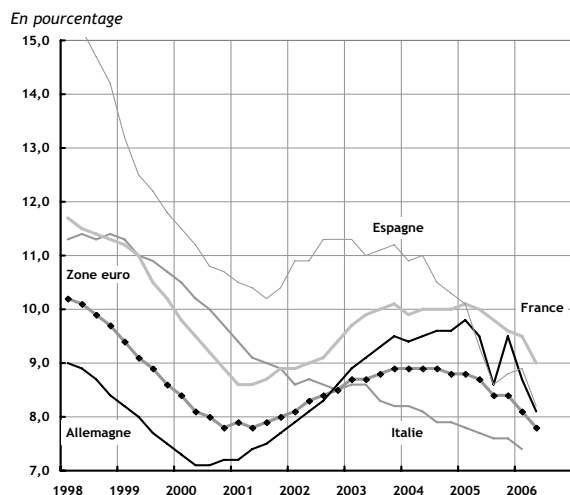
La part des entrées à l'ANPE en catégorie 1, 4 et 5 suite à un licenciement, une entrée en PAP anticipé ou une entrée en convention de reclassement personnalisée (CRP) augmente au 2^{ème} trimestre de 2006, comme au trimestre précédent (graphique 10).

Une amélioration du marché du travail dans la zone euro également

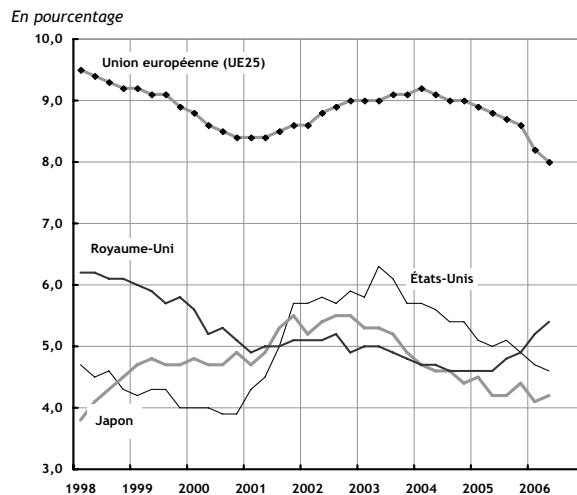
Comme en France, le PIB dans la zone euro surprend par son dynamisme au 2^{ème} trimestre: +0,9 % après +0,8 % au 1^{er} trimestre. En glissement annuel, le PIB de la zone euro augmente ainsi de +2,6 % après +2,1 % au trimestre précédent. Cette bonne tenue de l'activité reflète un renforcement de la demande intérieure, l'investissement apportant un surplus de dynamisme à une consommation des ménages déjà assez robuste. Le repli du taux de chômage de la zone euro s'en trouve conforté: 7,8 % fin juin 2006, après 8,1 % enregistré fin mars.

L'Allemagne contribue à l'accélération de la croissance européenne, en particulier du fait de

la nette progression de l'investissement. Le PIB allemand progresse ainsi de +0,9 % après +0,7 % au 1^{er} trimestre de 2006, malgré une consommation des ménages toujours décevante. L'amélioration du marché du travail se poursuit, le taux de chômage au sens du BIT revenant en effet à 8,1 % à la fin du 2^{ème} trimestre, après 8,7 % à la fin du 1^{er} trimestre (graphique 12). Toutefois, ces évolutions trimestrielles du taux de chômage allemand doivent être prises avec beaucoup de prudence. En effet, pour comptabiliser le nombre de chômeurs, une nouvelle enquête téléphonique a été mise en place en 2005; celle-ci nécessite le recours à une méthode de corrections saisonnières encore provisoire. Il en résulte une grande volatilité de l'indicateur de taux de chômage depuis un an.

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro

Les données italiennes pour le 2^{ème} trimestre 2006 ne sont pas encore disponibles.

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde

Source : Eurostat.

En Italie, la croissance du PIB se stabilise: +0,5 % après +0,7 % au 1^{er} trimestre de 2006. Le marché du travail poursuit son amélioration. Le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 7,4 % fin mars 2006 – soit le plus bas niveau depuis 1983- après 7,6 % en fin d'année 2005. En Espagne, la croissance demeure robuste: le PIB augmente de +0,9 % comme au trimestre précédent. Le taux de chômage poursuit son repli rapide: il s'établit à 8,2 % fin juin 2006, après 8,9 % fin mars.

Au Royaume-Uni, le PIB accélère légèrement: +0,8 % au 2^{ème} tri-

mestre de 2006 après +0,7 % pour chacun des deux trimestres précédents. Toutefois, la croissance actuelle ne suffit pas à interrompre le lent redressement du taux de chômage, à l'ouvre depuis l'été 2005 (graphique 13). Ce dernier atteint ainsi 5,4 % fin juin 2006, après 5,2 % fin mars.

Aux États-Unis, la croissance semble connaître un tassement: +0,7 % au 2^{ème} trimestre de 2006 après +1,1 % au 1^{er} trimestre. Le contexte économique reste toutefois porteur pour le marché du travail: le taux de chômage américain se replie légèrement, à

4,6 % fin juin 2006 après 4,7 % fin mars.

Après la très forte accélération du 4^{ème} trimestre de 2005 (+1,1 % pour le PIB), la croissance japonaise s'est repliée progressivement. Le PIB progresse de seulement +0,2 % au 2^{ème} trimestre de 2006. Ce ralentissement se répercute sur le marché du travail et le taux de chômage remonte légèrement, à 4,2 % fin juin 2006 après le point bas atteint à 4,1 % fin mars.

Dares*

**Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Lucie Gonzalez et Fabien Toutlemonde, composée de Olivier Biau, Jean-Paul Faur, Christine Lagarenne, Sandrine Mathern, Juliette Ponceau, Nicolas De Riccardis, Géraldine Seroussi et Xavier Viney.*

Références

- [1] Ponceau, J., De Riccardis, N. [2006] « Évolution de l'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2006 » *Premières Informations*, n°38.2, septembre.
- [2] De Riccardis, N. [2006] « L'emploi intérimaire au 2^{ème} trimestre 2006 » *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Mathern, S. [2006] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 2^{ème} trimestre 2006 – Résultats définitifs » *Premières Informations*, n°39.3, septembre.
- [4] Dares [2006-1] « Le marché du travail en août 2006 » *Premières Informations*, n°39.1, septembre.
- [5] Dares [2006-2] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1^{er} trimestre 2006 : la création d'emplois dynamisée par les emplois aidés » *Premières Informations*, n°30.1, juillet.
- [6] Dares [2006-3] « Les tensions sur le marché du travail au 2^{ème} trimestre 2006 » *Premières Informations*, à paraître.
- [7] Acoos [2006] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 2^{ème} trimestre 2006 » *Acoos Stat – Conjoncture* n°43, septembre.
- [8] Eurostat [2006] « Juillet 2006 : Chômage stable à 7,8 % dans la zone euro » *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°113/2006, septembre.
- [9] Insee [2006] Point de conjoncture, octobre.
- [10] Koubi, M., Lhommeau, B. [2006] « La revalorisation du SMIC et ses effets de diffusion dans l'échelle des salaires sur la période 2001-2005 » *Premières Synthèses*, n°27.1, juillet.

PREMIÈRES INFORMATIONS
et **PREMIÈRES SYNTHÈSES**
sont édités par le Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement
Direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques (DARES)
39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.
Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61)
Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14)
Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89
e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman.
Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira
et Francine Tabaton.
Maquettistes : Daniel Lepasant,
Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique : Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement.
Reprographie : DAGEMO.
Abonnements : *La Documentation française*,
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.
Tél. : 01.40.15.70.00.
Télécopie : 01.40.15.68.00
www.ladocumentationfrancaise.fr
PREMIÈRES INFORMATIONS
et **PREMIÈRES SYNTHÈSES**
Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 120 €,
CEE (TTC) 126,50 €, DOM-TOM et RP (HT) : 125,20 €,
hors CEE (TTC) 129,10 €, supplément avion rapide : 7,90 €
Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale,
et du logement
Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD.
ISSN 1253 - 1545.